

ASSEMBLÉE NATIONALE

31 octobre 2014

PLF POUR 2015 - (N° 2234)

Non soutenu

AMENDEMENT

N ° II-CF252

présenté par
M. de Courson et M. Philippe Vigier

ARTICLE 37

I. – À la première phrase de l’alinéa 1, substituer au nombre :

« 397 664 »

le nombre :

« 380 016 ».

II. – En conséquence, rédiger ainsi le tableau de l’alinéa 2 :

«

MISSION / PROGRAMME	PLAFOND exprimé en ETPT
Action extérieure de l'État	6656
Diplomatie culturelle et d'influence	6656
Administration générale et territoriale de l'État	309
Administration territoriale	105
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	204
Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales	14390
Économie et développement durable de l'agriculture et des territoires	4020
Forêt	9134
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	1228
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	7
Aide publique au développement	25
Solidarité à l'égard des pays en développement	25
Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation	1257
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	1257
Culture	13996
Patrimoines	8105
Création	3478
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	2412
Défense	5980
Environnement et prospective de la politique de défense	4891
Soutien de la politique de la défense	1089
Direction de l'action du Gouvernement	595
Coordination du travail gouvernemental	595
Écologie, développement et mobilité durables	20061
Infrastructures et services de transports	4681
Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture	230
Météorologie	3029
Paysages, eau et biodiversité	5174
Information géographique et cartographique	1564
Prévention des risques	1420
Énergie, climat et après-mines	473
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	3491
Économie	2529
Développement des entreprises et du tourisme	2529
Égalité des territoires et logement	286
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	286
Enseignement scolaire	3364
Soutien de la politique de l'éducation nationale	3364

Gestion des finances publiques et des ressources humaines	1298
Fonction publique	1298
Immigration, asile et intégration	1272
Immigration et asile	503
Intégration et accès à la nationalité française	768
Justice	488
Justice judiciaire	164
Administration pénitentiaire	221
Conduite et pilotage de la politique de la justice	104
Médias, livre et industries culturelles	2928
Livre et industries culturelles	2928
Outre-mer	124
Emploi outre-mer	124
Politique des territoires	76
Politique de la ville	76
Recherche et enseignement supérieur	245828
Formations supérieures et recherche universitaire	154613
Vie étudiante	12195
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	67658
Recherche spatiale	2318
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	4373
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	2458
Recherche culturelle et culture scientifique	1048
Enseignement supérieur et recherche agricoles	1165
Régimes sociaux et de retraite	330
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	330
Santé	2423
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	2423
Sécurités	261
Police nationale	261
Solidarité, insertion et égalité des chances	8457
Inclusion sociale, protection des personnes et économie sociale et solidaire	30
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	8428
Sport, jeunesse et vie associative	1588
Sport	1535
Jeunesse et vie associative	53
Travail et emploi	46028
Accès et retour à l'emploi	45720
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	82

Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	74
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	152
Contrôle et exploitation aériens	794
Soutien aux prestations de l'aviation civile	794
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	6
Contrôle et modernisation de la politique de la circulation et du stationnement routiers	6
Total	380 016

»

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à fixer le plafond des autorisations d'emplois des opérateurs de l'État, exprimé en équivalent temps plein à 380 016 emplois pour l'année 2015.